

## **TERMES DE RÉFÉRENCE (TdR)**

**Élaboration d'un plan d'action pour l'acquisition de terres et la réinstallation (LARAP) et d'un plan d'action pour l'égalité des sexes dans le cadre du développement d'un parc éolien dans la province de Banten (Indonésie)**

**Décembre 2025**

## TABLE DES MATIÈRES

1. CONTEXTE .....	3
2. EMPLACEMENT .....	4
3. DESCRIPTION DU PROJET .....	5
4. CADRE RÉGLEMENTAIRE .....	6
5. Objectifs des services .....	7
6. Description des services pour LARAP .....	8
a) Contexte et objectifs .....	8
b) Approche .....	8
c) Tâche 1 – Cadrage .....	10
d) Tâche 2 – LARAP sans recensement .....	10
e) Tâche 3 – Préparation, coordination et consolidation du recensement, de l’inventaire et de l’enquête socio-économique avec les institutions nationales mandatées .....	14
f) Tâche 4 – Plan d’action de réinstallation .....	17
7. Description des services d'évaluation du genre .....	23
a) Contexte et objectifs .....	24
b) Tâche 5 – Réaliser une évaluation de genre .....	24
c) Tâche 6 – Conception d’un plan d’action pour l’égalité des sexes .....	27
8. EXIGENCE D'EXPERT .....	27
9. TEMPS D'ACHÈVEMENT .....	28
10. RAPPORTS .....	31
11. MODALITÉS DE PAIEMENT .....	34
12. ACHÈVEMENT DES TRAVAUX .....	34
Annexe 1 : Glossaire .....	35
Annexe 2 : Cartes .....	1
Annexe 3 : Modèle de tableau présentant l'écart entre le cadre juridique et les normes ESS5 .....	1
Annexe 4 : Modèle de plan d’action pour l’égalité des sexes .....	2



## 1. ARRIÈRE-PLAN

Le secteur énergétique et électrique indonésien a réalisé des progrès considérables au cours des trente dernières années, notamment en matière d'accès à l'électricité, avec un taux d'électrification proche de 100 % en 2022. Cependant, en termes de mix énergétique, plus de 60 % de la production d'électricité provenait encore de centrales au charbon en 2024, auxquelles s'ajoutent les centrales électriques dédiées au secteur minier industriel, elles aussi principalement alimentées au charbon. Le charbon demeure ainsi la principale source d'énergie primaire du pays, devant le pétrole et le gaz.

Malgré sa forte dépendance aux énergies fossiles, l'Indonésie s'est engagée, lors du sommet du G20 de 2022, à atteindre la neutralité carbone d'ici 2060. Son dernier plan directeur énergétique (RUKN 2024) fixe des objectifs ambitieux : porter la part des énergies renouvelables à 23 % d'ici 2025 et à 31 % d'ici 2050. Par ailleurs, le dernier plan directeur de PLN (RUPTL) prévoit le développement de 53 GW de nouvelles capacités de production et de stockage d'énergies renouvelables d'ici 2034. Sur ce total, 7,2 GW seront issus de l'éolien, dont 5,4 GW pour le système Java-Bali, alors que la capacité installée actuelle est d'environ 150 MW.

Perusahaan Listrik Negara (« PLN ») est le principal fournisseur d'électricité indonésien, exploitant le réseau national de distribution et de transport. L'entreprise produit également environ 85 % de l'électricité du pays. Ces dernières années, elle a mis en œuvre une stratégie de développement des énergies renouvelables afin de contribuer à la transition énergétique nationale.

Dans ce contexte, PLN a lancé le développement d'un parc éolien de 200 MW dans la province de Banten, sur l'île de Java (le « Projet »). Ce parc éolien, l'un des plus importants projets éoliens terrestres actuellement en développement en Indonésie, sera raccordé au réseau Java-Bali, composé de lignes de transport de 150 kV et 500 kV.

L'Agence Française du Développement (AFD) octroie une subvention pour soutenir la préparation du projet de parc éolien de PLN. Deux études sont actuellement en cours : l'étude de faisabilité technique et l'évaluation d'impact environnemental et social (EIES). Concernant la partie technique, la conception préliminaire a été finalisée en novembre 2025. Du côté de l'EIES, l'étude de référence EIES et l'étude d'impact social ont été soumises en janvier 2024, et l'EIES est attendue au premier trimestre 2026.

AFD envisage de financer le parc éolien de Banten. L'une des conditions requises par AFD est la mise à disposition d'une étude du Plan d'action d'acquisition foncière et de réinstallation (LARAP) pour les populations affectées par le projet (PAP), afin que la banque puisse l'examiner et l'approuver avant toute négociation de prêt.

Dans ce contexte, AFD a l'intention d'engager un consultant pour réaliser :

- présent document de référence (« DDR ») est élaboré conformément à la norme environnementale et sociale n° 5 (ESS5) de la Banque mondiale et tient compte des directives du système de gestion environnementale et sociale (SGES) de PLN relatives à l'acquisition de terres et à la réinstallation. Il porte donc sur la mise en œuvre d'un DDR pour le site sélectionné dans la province de Banten, avec la possibilité d'inclure

un recensement. L'étude de faisabilité devrait être validée d'ici fin 2026, tandis que l'évaluation des impacts environnementaux et sociaux et l'étude d'impact social ont été validées début 2024. L'évaluation environnementale et sociale consolidée devrait être finalisée fin mars 2026. Ce document de référence est établi sur la base des directives de la Banque mondiale .

- Une évaluation de l'impact sur le genre , incluant un plan d'action pour l'égalité des sexes (PAGS), sera réalisée afin d'appuyer l'évaluation et la conception de ce projet dans le cadre de l'intégration des considérations d'égalité des sexes et d'inclusion sociale. Cette évaluation devra être menée conjointement avec le LARAP afin d'optimiser le processus de consultation et de collecte de données. Toutes les données socio-économiques pertinentes et les indicateurs relatifs au genre décrits dans d'autres études d'évaluation d'impact environnemental et social devront également être pris en compte.

Ces activités seront financées par le Mécanisme indonésien pour la transition énergétique (IETF). L'IETF (14,7 millions d'euros, financés par l'UE et la France) est un programme d'assistance technique conçu en partenariat avec les acteurs indonésiens pour soutenir la transition énergétique du pays. Il s'appuie sur la dynamique du Partenariat pour une transition énergétique juste afin de promouvoir des politiques équitables et inclusives, tout en facilitant la préparation de projets d'énergies renouvelables et de transport d'électricité.

## **2. EMPLACEMENT**

Le parc éolien de Banten est situé dans le kabupaten de Pandeglang, province de Banten. La zone d'étude se trouve sur la côte ouest de l'île de Java, dans le kabupaten le plus occidental de l'île. La superficie totale du projet est de 6 007,59 hectares. La zone étudiée s'étend sur dix villages (Waringinjaya, Karyabuana, Banyuasih, Katumbiri, Tarumanagara, Cigeulis, Karangbolong, Citeureup, Tanjung Jaya et Cijaralang) du kabupaten de Pandeglang, province de Banten .

Le parc éolien de Banten se trouve aux coordonnées 570529 – 9278548 du côté nord et 574046 – 9265430 du côté sud, zone UTM 48 Sud (48S).

La région et son paysage sont fortement marqués par les activités humaines. La population s'élève à 44 420 habitants, répartis dans 15 047 ménages (recensement de 2022). Cette zone rurale est principalement composée de forêts productives et de plantations mixtes entourant les villages, témoignant de l'activité agricole prédominante de la population. Par ailleurs, des travaux cartographiques préliminaires ont permis d'identifier 2 177 structures dans la zone du projet.



**Carte 1- Zone de projet (niveau provincial)**

### 3. DESCRIPTION DU PROJET

Le parc éolien de Banten est un parc éolien d'une capacité de 185,5 MW composé de 35 turbines de 5,3 MW chacune. Dans la province de Banten, sur l'île de Java (le « Projet »), le parc éolien, l'un des plus grands projets éoliens terrestres actuellement en développement en Indonésie, sera raccordé au réseau « Java-Bali », composé de lignes de transport de 150 kV et 500 kV.

Le projet nécessitera probablement des acquisitions foncières, tant temporaires que permanentes. La préparation du site, les travaux d'excavation et la construction des fondations et des voies d'accès entraîneront des perturbations, des déplacements de population et l'occupation de terrains. Ces opérations peuvent également conduire à des déplacements involontaires de population, tant physiques (structures résidentielles) qu'économiques (terres agricoles, entrepôts et biens essentiels aux moyens de subsistance). Les terrains situés dans l'emprise permanente des éoliennes, des lignes de transport d'électricité et des routes seront indisponibles pendant toute la durée du projet, tandis que les terrains situés dans l'emprise temporaire seront remis en état et pourront retrouver leur usage antérieur pendant l'exploitation. Selon la première évaluation d'impact social, les déplacements physiques de population seront probablement limités, mais les pertes foncières pourraient être plus importantes.

Le consultant devra soumettre une estimation justifiée du nombre de personnes affectées par le projet (PAP), à partir des cartes disponibles issues de l'étude de conception. Cette estimation servira de base à son approche technique et à sa proposition financière. Elle devra reposer sur une méthodologie claire, rigoureuse et transparente, expliquant le calcul des chiffres et précisant les hypothèses et sources de données utilisées.

Article	Information
<b>Taper</b>	parc éolien terrestre
<b>Emplacement</b>	Région de Banten, Java occidentale, Indonésie

<b>Stade de développement</b>	Le scénario de référence de l'étude d'impact social (EIS) sera finalisé début 2024. Fin de l'étape de faisabilité consolidée en cours, prévue pour mars 2026
<b>Surface du projet</b>	Environ 6007,59 ha
<b>Utilisation des terres</b>	terres agricoles et forêts de production

## 4. CADRE RÉGLEMENTAIRE

### Lois et règlements

En ce qui concerne le droit indonésien formel, 5 lois et règlements régissent la gestion foncière comme suit :

- Loi n° 5 de 1960 relative à la réglementation fondamentale des principes agraires (« Loi agraire »).
- Loi n° 2 de 2012 relative à l'acquisition de terres en vue de leur développement dans l'intérêt public
- Loi n° 11 de 2020 relative à la création d'emplois (« Loi sur la création d'emplois »).
- Règlement gouvernemental n° 18 de 2021 relatif au droit de gestion foncière, aux droits fonciers, aux unités de copropriété et à l'enregistrement foncier (« GR 18/2021 »).
- Règlement gouvernemental n° 38 de 1963 relatif à la nomination d'entités juridiques ayant des droits de propriété foncière (« GR 38/1963 »).
- Ministère des Affaires agraires et de l'Aménagement du territoire / Règlement n° 18 de 2021 de l'Agence nationale foncière relatif à la procédure de détermination des droits de gestion et des droits fonciers (« ATR/BPN 18/2021 »).

### Règles/Normes internationales

Les exigences de l'AFD en matière d'environnement et de questions sociales sont fondées sur les normes environnementales et sociales de la Banque mondiale. Ces normes sont résumées ci-après :

1. **L'ESS1 Évaluation et gestion des risques et impacts environnementaux et sociaux** définit les responsabilités de l'emprunteur en matière d'évaluation, de gestion et de suivi des risques et impacts environnementaux et sociaux associés à chaque étape d'un projet soutenu par la Banque dans le cadre du financement de projets d'investissement (FPI), afin d'atteindre des résultats environnementaux et sociaux conformes aux normes environnementales et sociales (NESS).
2. **ESS5 : Acquisition de terres, restrictions d'utilisation des terres et réinstallation involontaire** Il convient d'éviter les déplacements forcés de population. Lorsqu'ils sont inévitables, ils seront réduits au minimum et des mesures appropriées visant à

atténuer les conséquences négatives pour les personnes déplacées (et pour les communautés d'accueil) seront soigneusement planifiées et mises en œuvre.

3. **Le volet « Travail et conditions de travail » du projet ESS2** reconnaît l'importance de la création d'emplois et de la génération de revenus dans la lutte contre la pauvreté et la promotion d'une croissance économique inclusive. Les emprunteurs peuvent favoriser de saines relations entre les travailleurs et la direction et optimiser les retombées positives d'un projet en traitant équitablement les travailleurs et en leur offrant des conditions de travail sûres et saines.
4. **ESS4 : Santé et sécurité communautaires** traite des risques et des impacts en matière de santé, de sécurité et de sûreté sur les communautés touchées par le projet et de la responsabilité correspondante des emprunteurs d'éviter ou de minimiser ces risques et impacts, avec une attention particulière aux personnes qui, en raison de leur situation particulière, peuvent être vulnérables.
5. **ESS7 : Peuples autochtones/Communautés locales traditionnelles historiquement défavorisées d'Afrique subsaharienne.** Ce document garantit que le processus de développement favorise le plein respect des droits humains, de la dignité, des aspirations, de l'identité, de la culture et des moyens de subsistance fondés sur les ressources naturelles des peuples autochtones/communautés locales traditionnelles historiquement défavorisées d'Afrique subsaharienne. ESS7 vise également à éviter les impacts négatifs des projets sur ces peuples ou, lorsque cela s'avère impossible, à minimiser, atténuer et/ou compenser ces impacts.
6. **ESS8 : Patrimoine culturel** reconnaît que le patrimoine culturel assure la continuité, sous des formes matérielles et immatérielles, entre le passé, le présent et l'avenir. ESS8 définit des mesures visant à protéger le patrimoine culturel tout au long du cycle de vie du projet.
7. **norme ESS10 : Mobilisation des parties prenantes et divulgation d'informations** reconnaît l'importance d'une communication ouverte et transparente entre l'emprunteur et les parties prenantes du projet, élément essentiel des bonnes pratiques internationales. Une mobilisation efficace des parties prenantes peut améliorer la durabilité environnementale et sociale des projets, renforcer leur acceptation et contribuer significativement à la réussite de leur conception et de leur mise en œuvre.

## 5. OBJECTIFS DES SERVICES

Les objectifs de ces services sont de proposer 2 études :

1. LARAP
2. Évaluation du genre



## 6. DESCRIPTION DES SERVICES OFFERTS PAR LARAP

### a) Contexte et objectifs

Le plan d'action d'acquisition et de réinstallation des terres (LARAP) du parc éolien de Banten sera utilisé par PT. PLN (Persero) dans la planification du projet et comme référence pour l'AFD dans la prise de décision.

Les objectifs de la préparation du LARAP du parc éolien de Banten sont les suivants :

- 1) Fournir une analyse détaillée des impacts associés à la réinstallation,
- 2) Identifier les populations touchées et leurs profils socio-économiques.
- 3) Qualifier et quantifier les actifs impactés,
- 4) Définir les catégories de personnes concernées et une matrice d'admissibilité.
- 5) Présenter les barèmes d'indemnisation, les mesures d'indemnisation et l'aide à la réinstallation, y compris pour les personnes vulnérables,
- 6) Définir les responsabilités institutionnelles,
- 7) Définir la procédure à suivre pour la gestion des réinstallations,
- 8) Présenter les mécanismes de gestion des griefs,
- 9) Évaluer les coûts des actifs touchés et détailler le budget global de réinstallation.

Pour élaborer le RAP (Plan d'action de réinstallation), le consultant procédera étape par étape, en veillant à ce que toutes les mesures proposées soient bien comprises et adoptées par toutes les parties prenantes. Le consultant se référera aux documents suivants :

- Politique de gestion des risques environnementaux et sociaux pour les opérations financées par l'AFD <https://www.afd.fr/en/ressources/environmental-and-social-risk-management-policy-afd-funded-operations>
- Cadre environnemental et social de la Banque mondiale : <https://projects.worldbank.org/en/projects-operations/environmental-and-social-framework>
- Directives de l'IFC en matière d'environnement, de santé et de sécurité : <https://www.ifc.org/en/insights-reports/general-environmental-health-and-safety-guidelines>
- L'OIT Conventions fondamentales : <https://www.ilo.org/international-labour-standards/conventions-protocols-and-recommendations>

### b) Approche

#### ➤ *Engagement auprès des parties prenantes*

Le consultant mènera des consultations constructives avec toutes les parties prenantes tout au long des activités. Il devra décrire toutes les consultations menées auprès des populations potentiellement impactées dans le cadre de la réalisation desdites études ou, le cas échéant, antérieurement (par d'autres acteurs, notamment la contrepartie), et fournir une liste des personnes consultées en matière de réinstallation, en précisant les lieux, les professions des personnes interrogées, les dates des réunions, le sexe et l'âge des personnes consultées (si possible).

Pour chaque engagement, les informations suivantes doivent être fournies :

- Formes de participation (comité citoyen, groupe de discussion, entretien individuel ou collectif, etc.) ;
- Les raisons de l'engagement ;
- Dates de fiançailles ;
- Le nombre de personnes concernées, ventilé par sexe et type de vulnérabilité.

Le consultant décrira les processus et méthodes de consultation et de participation mis en œuvre afin d'informer toutes les parties prenantes du projet et de ses effets. Les mesures prises pour garantir la représentativité des personnes participant aux consultations seront également présentées.

### ➤ *Intégration des genres*

Le/la consultant(e) intégrera la dimension de genre dans toutes ses activités et toutes les données recueillies seront ventilées par sexe. Par exemple, l'enquête socio-économique devra intégrer les aspects liés au genre et élaborer des méthodes spécifiques pour traiter ces questions. Le cas échéant, le/la consultant(e) devra proposer des indicateurs spécifiques pour suivre les inégalités de genre et leurs impacts liés au projet. Toutes les consultations et interactions avec les parties prenantes devront inclure des activités spécifiquement destinées aux femmes. Le processus de collecte des données socio-économiques devra être étroitement coordonné avec les consultants/consultantes en matière d'égalité des sexes (voir le chapitre sur l'évaluation de l'égalité des sexes) afin d'optimiser les consultations et le travail de terrain.

### ➤ *Gestion des données*

Toutes les données recueillies par le consultant doivent être conservées en toute sécurité. Elles devront être triées, stockées et archivées afin de figurer en annexe des études et des plans (par exemple, base de données d'enquêtes socio-économiques).

Le maître d'ouvrage étant l'utilisateur final de la base de données, il devra participer à la structuration de l'outil afin qu'il soit adapté à ses besoins. Il en assurera le contrôle, disposera des ressources matérielles et humaines nécessaires à son utilisation et pourra l'améliorer ou l'adapter au besoin. L'utilisation de ces données sera à la fois informatique et géographique (via un SIG).

Le consultant et le chef de projet doivent garantir la confidentialité des données et assurer la protection des données personnelles.

### ➤ *Échanges réguliers avec AFD et le maître d'ouvrage*

Tout au long de la préparation du LARAP, le consultant maintiendra des échanges réguliers avec les équipes de projet de l'AFD, le propriétaire du projet, le consultant en matière d'égalité des sexes et toute autre institution impliquée dans la mise en œuvre.

Le prestataire de services peut proposer, en accord avec le chef de projet, la méthodologie qu'il juge la plus appropriée pour mener à bien ses activités.

### **c) Tâche 1 – Cadrage**

Le consultant débutera sa mission par une réunion de lancement réunissant l'expert international en réinstallation, l'équipe de projet d'AFD, PLN et d'autres participants jugés nécessaires. Lors de cette réunion, il présentera son approche et le calendrier de sa mission, discutera du soutien apporté par AFD et les autres parties prenantes (autorisations, documents, contacts avec ces dernières) et précisera les livrables attendus.

Une attention particulière sera accordée à la description des processus de communication, de consultation et de participation afin d'informer toutes les parties prenantes du projet et de ses effets, et de partager leurs préoccupations, attentes et suggestions d'amélioration, à chaque étape de la planification et du développement du LARAP.

Plus précisément, les éléments présentés seront les suivants :

- La stratégie de communication publique
- La stratégie de consultation et de participation des personnes réinstallées

**Livrable pour la tâche 1 :** La réunion de lancement donnera lieu à une note de synthèse reprenant les discussions et les décisions prises. Ce document devra présenter clairement la méthodologie et les prochaines étapes de la mission, validées par l'AFD et le PLN lors de la réunion de lancement.

### **d) Tâche 2 – LARAP sans recensement**

#### **➤ Critique de documentaire**

Le consultant doit entreprendre un examen de la documentation existante, y compris ( i ) les documents techniques produits dans le cadre du projet et validés par l'AFD, (ii) les études environnementales et sociales produites dans le cadre du projet, (iii) les réglementations nationales et les normes environnementales et sociales de la Banque mondiale, (iv) les études générales concernant la zone d'intervention du projet et éventuellement (v) les études financées par d'autres donateurs dont la zone d'étude est proche de la zone du projet.

Le consultant examinera toute la documentation pertinente pour la délimitation de l'impact social, y compris une évaluation de la qualité et de la représentativité des données socio-économiques (le cas échéant), et une analyse des images satellites ( Google Earth ) pour estimer les déplacements physiques et/ou économiques potentiels.

#### **➤ Analyse de la situation foncière et des enjeux liés au réaménagement du territoire, et consultation des parties prenantes**

Après l'examen initial et la revue de la littérature, le consultant effectuera des visites de reconnaissance préliminaires. Cette visite de terrain devra permettre de décrire le contexte local dans lequel s'inscrit le projet (social, institutionnel, réglementaire, etc.) et de fournir les informations suivantes :

- Une description de la situation foncière dans la zone du projet (type, régime foncier, occupation) ;

- Description des types de mâts et de nacelles pour les parcs éoliens et des installations auxiliaires (par exemple, plan d'implantation de la ligne, routes d'accès).
- Confirmation de l'ampleur des déplacements et catégorisation des personnes touchées en fonction de leurs impacts et de leurs droits fonciers ;
- Identification initiale des parties prenantes impliquées dans le projet, qu'il s'agisse de personnes directement ou indirectement affectées par le projet ;
- Présentation des objectifs et des principes de la mise en œuvre du LARAP ;
- Identification des difficultés potentielles en matière de réinstallation involontaire.

Cette visite de reconnaissance doit permettre de délimiter précisément le périmètre de la zone d'étude ainsi que les zones impactées, afin d'estimer les besoins en terrains. La définition de la zone d'étude doit inclure les emprises directes et indirectes du projet, toutes les infrastructures associées (par exemple, les lignes électriques) ainsi que les voies d'accès. Des cartes localisant les emprises, les infrastructures du projet et les zones d'impact seront établies à l'issue des travaux de terrain.

Une première réunion publique sera organisée avec toutes les parties prenantes, y compris celles affectées par le projet, afin de présenter : ( i ) le projet dans son ensemble ; (ii) le calendrier prévisionnel ; (iii) le processus LARAP et la méthodologie utilisée pour sa définition. Lors de cette réunion, des discussions seront menées afin de : ( i ) évaluer l'efficacité des engagements pris à ce jour (le cas échéant) ; (ii) comprendre les préoccupations des personnes affectées par le projet ; et (iii) obtenir des informations sur la capacité de résilience des communautés face aux changements potentiels résultant de la mise en œuvre du projet. Ces discussions seront complétées par des entretiens bilatéraux avec différentes parties prenantes, telles que les autorités compétentes et, par exemple, des représentants des communautés affectées.

➤ ***Définition des mesures visant à combler les lacunes entre l'ESS5 et la législation nationale***

Le consultant présentera le cadre juridique et administratif national, le droit coutumier (le cas échéant) et les normes internationales applicables en matière d'expropriation et d'indemnisation.

Le consultant détaillera notamment les points suivants :

- Législation nationale actuelle en matière de droit foncier ;
- Présenter le processus légal d'acquisition foncière en vigueur dans le pays. Le consultant doit décrire toutes les étapes du processus d'acquisition (dispositions réglementaires, délais, etc.) et identifier les principaux acteurs responsables de ce processus ;
- Identifier les difficultés récurrentes liées à l'application du cadre juridique au déplacement involontaire ;
- Présenter les normes environnementales et sociales applicables de la Banque mondiale, en particulier la norme ESS 5 ;
- Identifier les écarts entre les dispositions légales nationales et le cadre normatif environnemental et social adopté par l'AFD, et proposer des mesures pour réduire ou éliminer ces écarts. Les mesures proposées doivent être réalisables et

opérationnelles, et s'appuyer sur les ressources et les capacités du projet (un tableau présentant les écarts et les actions recommandées est fourni ci-dessous à titre d'exemple). Les actions proposées pour combler les écarts devront être discutées et validées avec l'AFD et le maître d'ouvrage.

- Remplissez le modèle pour présenter l'écart entre le cadre juridique et les normes ESS5 (Annexe 3).

➤ ***Cartographie préalable des parties prenantes impliquées dans la réinstallation et prédéfinition des modalités institutionnelles***

La visite de reconnaissance sur le terrain doit également permettre d'identifier les capacités organisationnelles et institutionnelles du maître d'ouvrage et des parties prenantes responsables des activités de réinstallation. Le consultant portera une attention particulière aux points suivants :

- Sur la base du cadre institutionnel décrit dans le document technique et environnemental précédent, et de la cartographie préalable, examiner le partage des responsabilités en matière de réinstallation involontaire,
- Sur la base de cette évaluation, proposer, si nécessaire, un renforcement des capacités du maître d'ouvrage par des mesures adaptées (formation, par exemple, stage),
- Identifier les tiers (agences, ONG) susceptibles d'être impliqués dans les activités de réinstallation et notamment dans les activités de restauration des moyens de subsistance.
- Identifier les parties responsables de la mise en œuvre et du suivi du LARAP, une fois celui-ci achevé et approuvé par l'AFD ;

En résumé, cette analyse devrait permettre de proposer des dispositifs institutionnels pertinents pour la mise en œuvre réussie du LARAP.

➤ ***Mise en place préalable du cadre de réinstallation et définition de l'élément structurant (accords de principes)***

Le consultant définira au préalable le cadre de relocalisation du projet et l'examinera lors d'un atelier avec l'AFD, le PLN et les parties prenantes susceptibles d'être impliquées dans la mise en œuvre du LARAP (services techniques, ministère des Finances, collectivités locales, etc.). Les sujets abordés seront notamment les suivants :

- Droits de passage du projet, impacts pré-identifiés (types et nombre de personnes affectées) et zones d'incertitude (par exemple, l'emprise en bordure de route) ;
- Écarts par rapport au cadre juridique et mesures nécessaires pour relier le cadre juridique à l'ESS5 ;
- Recommandations pour la conception future du projet afin d'éviter/minimiser les déplacements involontaires, notamment aux abords du site (espace public), et ;
- Les dispositifs institutionnels juridiques et extra-juridiques proposés dans le cadre du RAP/LRP (ces dispositifs doivent concerner toutes les procédures, telles que l'exercice d'évaluation des prix des actifs, le suivi du versement des indemnités, etc.) ;
- Première ébauche de la grille de rémunération ;

- Une estimation budgétaire préliminaire des coûts des relocalisations basée sur les mesures prévues et les coûts associés (finalisation du RAP/LRP, suivi du processus de mise en œuvre, etc.).

Au cours de la consultation, le consultant vérifiera l'engagement des parties prenantes envers les dispositifs et structures proposés, s'informeront de leur capacité de mise en œuvre et de leur expérience antérieure. Il discutera des mesures de soutien à envisager pour chaque entité ou institution concernée. Le consultant informera l'AFD et le pouvoir adjudicateur de toute difficulté rencontrée et, si possible, proposera des solutions alternatives pour répondre aux exigences de l'ESS5.

Le consultant organisera un atelier en présentiel réunissant PLN et AFD afin de finaliser et de valider la grille de rémunération. Cet atelier est obligatoire pour parvenir à un consensus sur les éléments structurants du plan d'action de rémunération. Sa durée dépendra du temps nécessaire pour parvenir à ce consensus ; plusieurs jours pourraient être nécessaires.

### ➤ *Étude socio-économique*

À partir d'enquêtes, le consultant réalisera une étude socio-économique de la population touchée ou d'un échantillon de la population potentiellement impactée, afin de :

- Identifier les caractéristiques essentielles des personnes/ménages touchés (âge, taille et organisation des ménages, niveau d'éducation, type d'emploi, système de production et stratégies économiques, etc.) en accordant une attention particulière aux populations vulnérables vivant dans la zone du projet (ménages dirigés par des femmes ou des enfants, personnes handicapées, personnes âgées, personnes très pauvres, peuples autochtones, minorités, etc.) ;
  - Estimer et présenter les types de statut foncier (formel, informel, légal ou illégal, occupation par un locataire ou sans titre à des fins de logement, d'activité économique ou de subsistance) ;
  - Identifier le type d'actifs, de biens et de cultures touchés ;
  - Pour déterminer s'il existe un marché foncier dans la zone du projet et estimer les prix des terrains en conséquence ;
  - Identifier les types d'activités génératrices de revenus (formelles et informelles) et estimer les revenus réels générés par ces activités ainsi que le niveau de vie des personnes concernées ;
  - Caractériser l'état de santé des personnes touchées ;
  - Décrivez les systèmes d'interaction sociale au sein des communautés touchées (réseaux sociaux, aide sociale, mécanismes de soutien, etc.) et mettez en évidence les impacts du projet sur ces interactions ;
  - Décrivez les sociétés locales en présentant les autorités administratives, coutumières, religieuses, les associations ou les groupes et en précisant leur rôle dans la régulation des affaires sociales (accès à la terre, accueil des étrangers, régulation des conflits locaux, etc.).
  - Présenter la stratégie des populations concernées en matière d'accès et de pratiques relatives aux services de base.
  - Identifier des stratégies de restauration des moyens de subsistance réalistes et pertinentes.
- Préciser les préférences des populations quant à la nature de la compensation.

Le consultant présentera brièvement la situation foncière dans la zone du projet (gouvernance, usages, conflits, etc.) et indiquera les principaux problèmes résultant d'un processus d'acquisition foncière et/ou de restrictions sur les usages des systèmes fonciers locaux, tout en incluant les questions de genre.

Le consultant devra documenter la méthodologie utilisée. Cette méthodologie devra être adaptée à la nature et aux contraintes du projet.

Si l'étude socio-économique est menée sur un échantillon de la population potentiellement touchée, le consultant devra justifier la taille de l'échantillon par rapport à la population et préciser la marge d'erreur, le niveau de confiance et garantir la représentativité de toutes les personnes concernées. L'étude socio-économique doit s'appuyer sur une approche intégrant la dimension de genre, en identifiant les dynamiques de genre d'un point de vue social, économique et politique (division du travail, accès aux ressources et contrôle de celles-ci, pouvoir de décision, etc.).

***Livrable de la tâche 2 : À l'issue de cette étape, le consultant doit avoir validé auprès de l'AFD, du PLN et des autres parties prenantes tous les aspects préalablement élaborés, appelés accords de principes (ou éléments structurants). Le consultant résumera les points clés de l'atelier dans un bref rapport, incluant :***

- Les problèmes socio-économiques pré-identifiés lors des activités préparatoires,
- La grille de rémunération a été mise à jour suite à la consultation.
- Les dispositifs et structures institutionnels retenus à la suite de la consultation,
- Une estimation budgétaire préliminaire
- Le programme d'activités restant à réaliser pour le développement du RAP

**e) Tâche 3 – Préparation, coordination et consolidation du recensement, de l'inventaire et de l'enquête socio-économique avec les institutions nationales mandatées**

Objectif : quantification et qualification des impacts des réinstallations involontaires.

Il est important de clarifier et d'intégrer les dispositions légales régissant l'inventaire des terres, des biens et des marchandises. En Indonésie, l'inventaire est menée par des institutions nationales légalement mandatées Conformément au cahier des charges établi par PLN, cette section est donc divisée en deux parties :

- A. Fournir à PLN, par écrit, les termes de référence pour l'inventaire réalisé par les institutions légalement mandatées ( Pelaksana) . Pengadaan Tanah/P2T) ou un géomètre-expert agréé (si P2T désigne un tiers) et en coordination avec eux pour s'assurer que les informations recueillies dans l'inventaire des terres, des actifs et des biens sont suffisantes pour satisfaire aux exigences des normes internationales sur le RAP (normes ESS de la Banque mondiale) ; et
- B. Rôle du consultant dans la documentation et l'intégration de l'inventaire — qui décrit comment le consultant doit vérifier le processus, assurer la conformité aux normes

internationales et structurer les données résultantes dans une base de données géoréférencée sécurisée .

Cette tâche, ainsi que les suivantes (tâches 3 et 4), dépendront du calendrier du projet. La partie A débute par la préparation de l'appel d'offres pour l'inventaire , tandis que les travaux d'inventaire commencent une fois que l'organisme légalement mandaté aura soumis ses résultats.

#### ➤ *Coordination du périmètre des travaux d'inventaire*

En tant que P2T ou inspecteur d'inventaire désigné LARAP procède généralement à l'inventaire des terres, des actifs et des biens conformément à la réglementation nationale. Le consultant, devant respecter les normes de la Banque mondiale, assurera la coordination avec PLN et P2T/l'expert en inventaire désigné. Afin de garantir que l'inventaire soit suffisant pour satisfaire aux exigences des normes internationales relatives aux RAP (normes ESS de la Banque mondiale) , le consultant fournira à PLN un cahier des charges écrit pour l'inventaire et assurera la coordination avec P2T/l'expert en inventaire désigné. afin de garantir que les informations recueillies soient complètes pour fournir le rapport RAP complet.

Le consultant aidera également PLN dans ses discussions et sa coordination avec KJPP, notamment pour clarifier les besoins en matière de collecte de données et l'alignement méthodologique.

#### ➤ *Documenter et intégrer l'inventaire réalisé par les institutions nationales*

Le consultant documentera, dans la mesure du possible, la manière dont l'inventaire des actifs a été réalisé (y compris les procédures légales applicables, les équipes et équipements dédiés, les preuves de réalisation de l'inventaire, la délimitation du périmètre du projet, etc.). Le consultant veillera à ce que l'inventaire des actifs soit conforme aux normes environnementales et sociales de la Banque mondiale. En cas de problème, le consultant en informera l'AFD et le maître d'ouvrage.

#### Principes et livrable intermédiaire :

Le consultant développera une base de données géoréférencée contenant toutes les données issues du recensement, de l'enquête socio-économique et de l'inventaire des actifs réalisé par P2T ou l'inventeur désigné . Toutes les données collectées par le consultant devront être stockées en toute sécurité, organisées, conservées et archivées de manière appropriée. Le maître d'ouvrage étant l'utilisateur final de la base de données, il devra être impliqué dans la conception de l'outil afin de garantir son adéquation à ses besoins, son efficacité d'utilisation et sa capacité à le mettre à jour ou à l'adapter si nécessaire. Le consultant et le maître d'ouvrage devront garantir la confidentialité des données et la protection des données personnelles.

Le consultant doit également justifier le choix de l'unité socio-économique (individu, ménage, par exemple) retenue pour la réalisation des recensements, des enquêtes socio-économiques et de l'inventaire des biens. Une terminologie claire doit permettre de distinguer, selon le projet, les « personnes déplacées ou affectées » des « ménages déplacés ou affectés ».



Le recensement doit fournir une liste et la localisation de toutes les personnes déplacées involontairement, quel que soit leur statut juridique (propriétaire, titulaire de droits fonciers, locataire ou occupant sans papiers à des fins de logement, d'activité économique ou de subsistance, etc.) et qu'elles occupent la zone de façon permanente ou temporaire au moment du recensement. Le consultant doit s'assurer que l'inventaire final est exhaustif et comprend un inventaire des terres, des biens et des actifs touchés (y compris les structures (permanentes ou temporaires), les terres, les cultures, les ressources naturelles et les infrastructures publiques). Chaque bien et actif touché doit être qualifié et quantifié (description détaillée du bien, coordonnées GPS et photos).

En cas de terres devenues non rentables suite à la mise en œuvre du projet, le consultant devra déterminer un seuil (superficie au-delà de laquelle les terres ne sont plus rentables) conformément aux normes et aux bonnes pratiques de la Banque mondiale. Les terres jugées non rentables devront être inscrites à l'inventaire.

Pour l'inventaire des terres, il faudra recueillir des informations sur le régime foncier et l'utilisation des sols pour chaque parcelle. Concernant les inventaires des cultures potentielles, le consultant devra distinguer leur nature (cultures commerciales, annuelles, bisannuelles, etc.) et leur stade de maturité.

Le recensement devrait servir les objectifs clés suivants :

- Identifier les caractéristiques des personnes/ménages touchés ;
- Collecte d'informations sur les groupes, ménages ou individus vulnérables ;
- L'identification des infrastructures, services ou biens publics ou collectifs susceptibles d'être affectés ; et
- Établir une base pour ( i ) la conception et la budgétisation du programme de réinstallation et (ii) le suivi et l'évaluation du RAP.

La base de données doit comporter un système de numérotation clair, fondé sur des identifiants uniques, permettant de recenser chaque ménage ou personne touchée (selon l'unité socio-économique retenue par le consultant). Le système de gestion des données doit permettre, d'une part, d'associer les personnes déplacées aux biens qu'elles perdront et, d'autre part, de garantir que chaque parcelle, structure et personne touchée soit correctement référencée et enregistrée. Toutes les parcelles et structures doivent être géoréférencées. Ce système de numérotation doit être commun au recensement, à l'inventaire des biens et aux données socio-économiques. La base de données doit être utilisable à la fois pour analyser les pertes subies par les personnes touchées et pour le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du PARL .

Les informations recueillies lors de l'inventaire doivent servir à établir un rapport d'inventaire sous forme de base de données. Ce rapport constituera l'inventaire définitif des actifs, faisant foi, et servira de base au calcul des indemnités. Le consultant doit documenter la méthodologie employée pour l'inventaire des actifs (procédure relative au cadre juridique, aux équipes et équipements dédiés, aux preuves de réalisation de l'inventaire, à la délimitation de l'emprise, par exemple). Il documentera également la manière dont la date limite d'admissibilité (date butoir) a été déterminée et diffusée sur l'ensemble de la zone du projet.

**Livrable de la tâche 3 :** Le consultant devra constituer une base de données géoréférencée contenant toutes les données de recensement, d'enquêtes socio-économiques et d'inventaire

des actifs <sup>1</sup>. Toutes les données collectées par le consultant devront être conservées en toute sécurité (protection des données personnelles), classées, stockées et archivées.

#### **f) Tâche 4 – Plan d'action de réinstallation**

Sur la base des éléments fonciers, des résultats du recensement, de l'étude socio-économique et de l'inventaire, le consultant ( i ) caractérisera les impacts de la réinstallation, (ii) proposera une version finale de la matrice d'éligibilité, (iii) identifiera les personnes et les groupes vulnérables, (iv) proposera la stratégie et le processus de réinstallation, (v) un mécanisme de gestion des plaintes, (vi) le calendrier et le budget de la réinstallation involontaire.

##### **➤ *Impacts de la réinstallation involontaire et matrice d'admissibilité***

L'analyse des données recueillies devrait permettre au consultant de :

- Déterminer le nombre de personnes touchées en fonction de leur profil et de leurs impacts
- Identifier les personnes vulnérables touchées selon les critères pertinents
- Valider une version finale de la matrice d'admissibilité qui comprend : ( i ) tous les types de pertes, (ii) toutes les catégories de personnes touchées, (iii) tous les types de mesures d'indemnisation et d'assistance.

---

<sup>1</sup> Le maître d'ouvrage étant l'utilisateur final de la base de données, il devra participer à sa structuration afin qu'elle soit adaptée à ses besoins, qu'il en ait le contrôle et la possibilité de l'améliorer ou de l'adapter si nécessaire. La base de données devra prévoir un système de numérotation clair, basé sur des identifiants uniques, pour recenser chaque ménage ou personne concernée (cela dépendra de l'unité socio-économique choisie par le consultant). Le système de gestion des données devra permettre, d'une part, la correspondance entre les personnes concernées et les biens qu'elles perdront et, d'autre part, garantir que chaque parcelle, structure et personne concernée soit référencée et enregistrée. Toutes les parcelles et structures devront être géoréférencées. Ce système de numérotation sera commun au recensement, à l'inventaire des actifs et aux données socio-économiques. Cette base de données devra pouvoir servir à l'analyse des pertes subies par les personnes concernées, mais aussi au suivi et à l'évaluation pendant la mise en œuvre du plan d'action de reconstruction.

Type d'impacts	Personnes touchées	Admissibilité			mesures spécifiques
		réinstallation physique	Rémunération en espèces ou en nature		
pertes de terres	Propriétaire reconnu				
Perte de logement	Propriétaire				
	Locataire				
	Occupant sans droit				
...	...				

➤ ***Définition finale des modalités de participation des parties prenantes lors de la mise en œuvre du LARAP***

○ Engagement des parties prenantes

Le consultant mènera des consultations constructives avec toutes les parties prenantes concernant la stratégie relative au processus de réinstallation involontaire. Il veillera notamment à l'implication des institutions/organismes de transfert de population légalement mandatés, selon les étapes décrites ci-après :

- Mettre à jour le LARAP final en fonction des accords et des résultats du processus de consultation avec KJPP.
- Aider PLN dans ses discussions et sa coordination avec les institutions/P2T légalement mandatées afin de communiquer clairement et de manière accessible les résultats de l'évaluation et les options d'indemnisation (espèces, échange de terres, réinstallation ou autres formes) aux personnes concernées.

Le LARAP décrira les processus de consultation et de participation visant à informer toutes les parties prenantes du projet et de ses effets, et à partager leurs préoccupations, leurs attentes et leurs suggestions d'amélioration, à chaque étape de la planification, du développement et de la mise en œuvre du LARAP .

Plus précisément, les éléments présentés dans le LA RAP seront les suivants :

- Rappelez la stratégie de consultation et de participation des personnes réinstallées

- Les points de vue exprimés lors des consultations et la manière dont ils ont été pris en compte dans l'élaboration du RAP, notamment en définissant la nature et le niveau des mesures d'indemnisation et les modalités de mise en œuvre de la réinstallation.
- Une comparaison des solutions de relocalisation envisagées
  - Mécanisme de règlement des griefs en matière de réinstallation involontaire

Le consultant devra d'abord analyser les dispositions légales relatives aux griefs qui peuvent alimenter le mécanisme de gestion des plaintes. Dans un second temps, grâce aux résultats de l'étude socio-économique, il proposera une procédure de résolution des griefs découlant du processus de réinstallation ou de ses conséquences. Cette procédure permettra à toute personne concernée de déposer une plainte ou une réclamation gratuitement, avec l'assurance que celle-ci sera traitée de manière satisfaisante dans un délai raisonnable. La procédure devra également être culturellement acceptable pour les personnes affectées par le projet.

Le consultant décrira ensuite les dispositions du mécanisme de traitement des plaintes de manière opérationnelle. Il devra notamment aborder les points suivants :

- Mécanismes de recours institutionnels existants ;
- Le système de collecte, d'enregistrement et de stockage des plaintes (type de plainte et niveau de gravité). Les plaintes doivent être regroupées dans un seul fichier informatisé ;
- Les différents sites de collecte des plaintes dans la zone du projet et leur nombre ;
- Les niveaux administratifs où le système de traitement des griefs sera présent
- Procédures d'enquête sur les plaintes ;
- Le mécanisme mis en place pour statuer sur les plaintes et, le cas échéant, sur les décisions d'appel ;
- La composition des organes chargés du traitement des plaintes et le rôle de chaque membre ;
- Un calendrier théorique détaillant toutes les étapes du processus de résolution des plaintes et les délais associés ;
- Des dispositions spéciales pour garantir l'égalité d'accès à ces procédures et un traitement équitable de tous les groupes sociaux, y compris les populations les plus vulnérables.

Les mécanismes de sensibilisation à l'existence et au fonctionnement de la procédure de traitement des plaintes. Le consultant décrira en détail (i) les procédures de résolution, de médiation et d'enquête en fonction de la gravité et de la complexité de la plainte, ainsi que le système de suivi de l'évolution de la situation. Le consultant devra également préciser le calendrier de traitement d'une plainte, de sa réception à sa clôture.

Le consultant s'efforcera d'intégrer les acteurs locaux actifs et reconnus (individus, ONG, etc.) dans le cadre du règlement du conflit (le cas échéant), après s'être préalablement assuré de son impartialité à l'égard du projet.

Sur demande, un système garantissant l'anonymat peut être envisagé afin de protéger le plaignant. Un suivi régulier du traitement des plaintes doit être effectué sur le terrain.

### ➤ *Définition finale du processus de réinstallation involontaire*

Un atelier/table ronde citoyenne sera organisé afin de préciser les différentes composantes de ce processus de réinstallation forcée. L'objectif sera de présenter les différents scénarios, de recueillir des avis variés et de formuler des recommandations.

À cette fin, le consultant proposera un échantillon représentatif de la diversité de la société et une méthode de sélection des participants.

L'atelier présentera ( i ) le recensement des personnes concernées, (ii) l'étude socio-économique (méthodologie et résultats) et (iii) l'inventaire foncier afin de permettre aux parties prenantes de participer en toute connaissance de cause. Les points suivants seront ensuite abordés :

- stratégie de réinstallation physique

Si l'option foncière alternative a été retenue, le consultant devra d'abord quantifier et qualifier, à partir des résultats des inventaires, les besoins liés à la réinstallation physique (nombre d'hectares de terrain, nombre de logements nécessaires, par exemple). Ces estimations devront inclure l'identification des besoins spécifiques en infrastructures publiques et communautaires (écoles, lieux de culte, par exemple).

Lors de l'atelier citoyen, le consultant doit identifier, en concertation avec les populations concernées et les autorités, un ou plusieurs sites de réinstallation en fonction des besoins estimés. Il présentera en détail les caractéristiques techniques, les plans d'aménagement et les coûts, les parties prenantes impliquées, etc., afin de garantir la pérennité des sites de réinstallation.

Si aucun site de relocalisation n'est sélectionné, le consultant s'attachera à décrire les principaux principes qui guideront le choix des futurs sites (localisation à proximité de l'ancien site, proximité d'un plan d'eau, accessibilité, etc.).

- Mesures de compensation – en espèces ou en nature

Le consultant assistera PLN dans l'élaboration du cahier des charges relatif à l'évaluation des actifs concernés par les déplacements forcés (terrains, cultures, logements, etc.) et veillera à ce que le processus soit conforme à la législation indonésienne et à la norme WB ESS5. Conformément à la loi n° 2 de 2012 relative à l'acquisition de terres pour le développement d'intérêt public et à ses règlements d'application, l'indemnisation pour l'acquisition de terres doit être fondée sur une évaluation réalisée par un cabinet d'expertise agréé (KJPP). Cette exigence stipule que seules les évaluations émises par un KJPP sont juridiquement valables en Indonésie.

Le cahier des charges doit donc fournir des directives claires à KJPP pour l'application de la méthodologie d'évaluation pertinente (SPI 204), qui régit spécifiquement l'acquisition de terrains pour des projets d'intérêt public. Cette méthodologie définissant les normes techniques de détermination de la valeur des terrains, des structures, des cultures et autres biens affectés par un déplacement forcé, le processus d'évaluation doit également être conforme aux principes de la 5e édition de l'ESS5 de la Banque mondiale. Par conséquent, bien que la méthodologie fournisse un cadre national solide, certains aspects peuvent nécessiter des mesures complémentaires pour une conformité totale aux principes de l'ESS5. Le rôle du consultant est de veiller à ce que le cahier des charges assure une transition efficace entre ces différents cadres.

Il conviendrait également d'aborder les modalités de compensation, qu'elle soit financière ou en nature. Le projet étant situé en zone rurale, le consultant devrait privilégier une politique d'échange de terres, tout en veillant à éviter le déplacement de nouvelles populations ou la privation de leur droit d'utiliser une ou plusieurs ressources. En effet, cela facilite la restauration des constructions sociales et des relations entre les membres des communautés déplacées.

En cas de versement d'une indemnisation en espèces, le consultant décrira précisément les procédures institutionnelles de paiement et les conditions de mise à disposition de cette indemnisation (virements bancaires, gestion des fonds par une ONG, égalité des sexes au sein des ménages indemnisés, formation à la gestion et à l'utilisation de ces fonds, etc.). Il présentera les institutions concernées et les formalités à accomplir auprès de chacune d'elles, ainsi que les responsabilités de chaque acteur.

- mesures de rétablissement des moyens de subsistance

Lors de l'atelier, le consultant dialoguera avec les communautés touchées afin de définir des mesures de rétablissement de leurs moyens de subsistance. Ces mesures devront : (i) cibler les principales catégories socioprofessionnelles affectées, (ii) être élaborées en concertation avec les populations concernées, (iii) permettre le développement d'alternatives économiques viables, (iv) rester réalistes au regard du contexte et des capacités du projet (notamment financières).

Pour chacune des mesures pré-identifiées, le consultant préparera une fiche « Cadre logique des mesures » précisant les modalités de mise en œuvre : résultats attendus, partenaire de mise en œuvre, indicateurs de suivi, coûts prévisionnels, hypothèses, limites et actions à entreprendre pour la mise en œuvre.

- Mesures de soutien spécifiques

Le consultant accompagnera le panel citoyen dans la définition précise des mesures de soutien spécifiques destinées aux personnes vulnérables touchées, en fonction de leurs besoins.

➤ ***Définition définitive des responsabilités partagées pour la mise en œuvre, le suivi et le renforcement des capacités du LARAP***

Le consultant identifiera toutes les étapes des activités de réinstallation, en indiquant les responsabilités associées pour chaque acteur impliqué dans la préparation et la mise en œuvre du RAP/LRP.

Le consultant divisera cette section en deux parties :

- Préparation du RAP/LRP dans son ensemble (de l'identification et de la sélection sociale des sous-projets à l'approbation du rapport RAP/LRP par les acteurs locaux, les organismes centraux et décentralisés concernés et l'AFD) ;
- Les étapes liées à la mise en œuvre du RAP/LRP (formation des unités de suivi du RAP, versement des indemnités et de l'aide aux personnes déplacées, libération du droit de passage et début des travaux, mise en œuvre d'activités de soutien au rétablissement des moyens de subsistance), jusqu'à l'audit final.

- Le consultant réalisera également une évaluation de l'organisation, des ressources essentielles et des capacités institutionnelles du contractant afin de déterminer son aptitude à mettre en œuvre et à suivre un plan d'action de reprise d'activité (PAR) ou un plan de reprise d'activité à long terme (PRAT). Le consultant décrira :
- L'organisation interne de l'homologue et le personnel chargé de la mise en œuvre et du suivi du RAP/LRP, en décrivant les fonctions de chacun ;
- Le fonctionnement interne de l'équipe de gestion de projet, en identifiant ses forces et ses faiblesses ainsi que les moyens dont elle dispose en termes d'administration et de gestion pour mettre en œuvre et suivre un plan d'action de relance ;

Sur la base de son analyse, le consultant proposera un renforcement des capacités par des mesures adaptées (formations, création d'outils de soutien, stages, etc.) afin de garantir la réalisation des tâches et responsabilités qu'il aura définies dans le RAP/LRP. sont appropriés.

➤ ***Définition finale du système de suivi et d'évaluation du LARAP (interne et externe)***

Le consultant définira, en concertation avec le chef de projet, le suivi interne de la mise en œuvre des activités de réinstallation et l'évaluation des résultats obtenus. Il précisera toutes les modalités opérationnelles, notamment les responsabilités organisationnelles, les types de rapports de suivi (y compris leur contenu et leur table des matières), la méthodologie appliquée et le calendrier de suivi et de compte rendu, etc.

Ce mécanisme devrait permettre de suivre les progrès concrets de la mise en œuvre du RAP/LRP et de sa finalisation (versement des indemnités, déroulement des activités de consultation et de participation des communautés, activités de réinstallation, etc.) et d'évaluer l'efficacité (et la durabilité) des mesures mises en œuvre en termes de restauration des moyens de subsistance et d'amélioration du niveau de vie. Ce dispositif doit être adapté à la nature et à l'ampleur des impacts identifiés (par exemple, le nombre de personnes potentiellement touchées).

Ce mécanisme sera conçu pour identifier, le plus tôt possible, tout problème rencontré lors de la mise en œuvre du RAP/LRP afin d'apporter les ajustements qui s'avèreraient nécessaires (mesures correctives ou préventives) pour la suite de sa mise en œuvre.

Le consultant déterminera avec le maître d'ouvrage le type de suivi externe (méthodologie, type de documents/données à évaluer, type de rapports et indicateurs de suivi) et la fréquence de ce suivi, ainsi que les ressources à mobiliser.

➤ ***Définition finale du calendrier de mise en œuvre du RAP/LRP***

Le consultant établira un calendrier pour toutes les activités de réinstallation, depuis la préparation jusqu'à leur mise en œuvre effective, et ce, jusqu'au rétablissement d'un niveau de vie au moins équivalent pour les personnes concernées. Ce calendrier devra être défini en concertation avec le chef de projet.

En fonction des informations disponibles, ce calendrier tiendra compte des éléments suivants :

- Le temps nécessaire à toute acquisition dans le cadre du RAP/LRP (par exemple, la passation de marchés avec une ONG participant à la mise en œuvre du projet).
- Le délai nécessaire pour obtenir les fonds destinés aux indemnités.
- Le délai nécessaire pour acquérir des sites de remplacement (le cas échéant).

- Enfin, le calendrier de mise en œuvre doit indiquer les dates prévues auxquelles les personnes concernées (et, le cas échéant, les collectivités d'accueil) pourront bénéficier des mesures du RAP/LRP. Ce calendrier précisera :
- Les dates auxquelles prendront fin les différentes formes d'aide à la réinstallation, et ;
- Les modalités de coordination de l'achèvement du projet et des travaux entraînant le déplacement, avec les activités de relocalisation prévues dans le RAP.

Le consultant doit veiller à ce que les réinstallations soient effectuées en coordination avec le calendrier agricole des populations concernées afin de garantir leur sécurité alimentaire, et qu'elles ne perturbent pas le retour à l'école des enfants déplacés.

#### ➤ *Définition définitive du budget et des modalités de mobilisation des fonds*

Le consultant dressera la liste de tous les postes de coûts associés au déplacement involontaire, ainsi que des sources de financement associées ( par exemple, la mise en œuvre et le suivi du RAP/LRP, y compris le versement d'indemnités, les activités génératrices de revenus, tous les coûts associés au renforcement des capacités du maître d'ouvrage, les coûts associés au suivi et à l'évaluation du RAP, etc.).

La méthodologie budgétaire et les hypothèses utilisées pour estimer les coûts seront précisées. Le consultant décrira également les procédures nationales d'obtention et de sécurisation des fonds nécessaires au versement des indemnités. Il devra également prévoir une provision pour imprévus, dont le montant devra couvrir les risques raisonnables du projet.

Le consultant indiquera également comment l'estimation des coûts pourra être révisée ultérieurement.

#### *Livrable de la tâche 4 : le RAP complet en version intermédiaire et en version finale.*

Une réunion publique sera organisée avec toutes les parties prenantes, y compris celles touchées par le projet, afin de présenter le RAP, notamment : (i) le calendrier de mise en œuvre ; (ii) le budget et les modalités de mobilisation des fonds ; et (iii) les responsabilités partagées pour la mise en œuvre et le suivi du LARAP.

- Version provisoire : approuvée par PLN et AFD.
- Version finale : après consultations avec KJPP (+2 mois). Intégration des retours des populations locales.

## **7. DESCRIPTION DES SERVICES D'ÉVALUATION DU GENRE**



### **a) Contexte et objectifs**

Les objectifs d'égalité femmes-hommes de l'AFD sont fondés sur la stratégie internationale de la France pour l'égalité des genres.<sup>2</sup> et sont suivies annuellement grâce à l'indicateur de politique d'égalité des sexes du CAD de l'OCDE <sup>3</sup>.

L'AFD a adopté une stratégie de lien social à 100 % pour 2021-2025, avec pour objectif principal de « réduire les inégalités de richesse et d'opportunités, tant verticales qu'horizontales ». Dans ce contexte, l'AFD définit les inégalités selon une approche multidimensionnelle, reconnaissant la diversité des facteurs qui façonnent l'identité et la position sociale d'un individu.

L'objectif de cette évaluation de l'égalité des sexes et de l'inclusion sociale est d'appuyer l'appréciation et la conception de ce projet en intégrant les considérations d'égalité des sexes et d'inclusion sociale. Elle permettra de définir des objectifs d'égalité des sexes et de réduction des inégalités plus générales pour le projet. Un diagnostic de l'égalité des sexes et de l'inclusion sociale sera réalisé et les actions clés seront formalisées dans un plan d'action pour l'égalité des sexes (PAES).

Veuillez noter que l'évaluation d'impact environnemental et social (E&S), y compris le futur LARAP, doit également recueillir des données spécifiques au genre, évaluer et atténuer les risques liés au genre (par exemple, une consultation inclusive et sensible au genre, des mesures de compensation adaptées aux besoins spécifiques des filles et des femmes, l'atténuation du risque de violence sexiste, un mécanisme de recours tenant compte du genre...). L'objectif de cette évaluation de genre est d'aller au-delà du simple principe de « ne pas nuire », en définissant un objectif précis pour le projet en matière d'égalité des genres et en visant un résultat positif.

De plus, le périmètre géographique de l'évaluation de l'impact sur l'égalité des sexes devrait être plus étendu que celui du LARAP. Alors que le LARAP cible principalement les ménages touchés par l'acquisition foncière, l'évaluation de l'impact sur l'égalité des sexes pourrait également inclure des actions visant à avoir un impact positif sur les communautés locales concernées, avec des bénéficiaires au-delà des ménages touchés par le projet.

Les activités proposées dans le cadre de l'« Évaluation de l'égalité des sexes » élargissent le champ d'application au-delà des personnes affectées par le projet (PAP) pour inclure des communautés plus larges vivant dans et autour de la zone du projet. Cette partie devrait être présentée comme un élément distinct, assorti d'un livrable spécifique, car elle va au-delà des exigences de base du LARAP.

### **b) Tâche 5 – Réaliser une évaluation de genre**

La première partie des services consistera en une évaluation initiale de l'égalité des sexes et de l'inclusion sociale, couvrant les aspects suivants :

#### **➤ Analyse contextuelle des inégalités et de l'inclusion sociale**

---

<sup>2</sup> <https://www.diplomatie.gouv.fr/en/french-foreign-policy/human-rights/women-s-rights/france-s-international-strategy-for-gender-equality-2018-2022/>

<sup>3</sup> <https://www.oecd.org/dac/gender-development/development-finance-for-gender-equality-and-women-s-empowerment.htm>

- Cartographie des inégalités multidimensionnelles, notamment des disparités économiques, sociales et territoriales
- Évaluer la dynamique de la pauvreté, au-delà du revenu, en tenant compte de l'accès aux services et aux opportunités
- Identifier les groupes marginalisés et les obstacles spécifiques auxquels ils sont confrontés.
- Analyser les facteurs structurels à l'origine des inégalités, tels que la discrimination et l'exclusion.
- Analyse des dynamiques sociales et de pouvoir qui influencent l'accès aux ressources et aux droits

➤ ***Analyse du cadre juridique, politique et institutionnel***

- Les engagements internationaux du pays en matière d'égalité des sexes et d'inclusion sociale ont un impact sur les efforts de réduction des inégalités multidimensionnelles (par exemple, la CEDAW, le Plan d'action de Beijing, etc.) ;
- Cadre politique national sur l'égalité des sexes (y compris les droits des femmes) et l'inclusion sociale ;
- Cadre politique et institutionnel relatif à l'égalité des sexes dans le secteur de l'énergie ;
- Cadre politique national, cadre stratégique et politique relatif à la pauvreté, aux inégalités et à l'inclusion sociale.
- Organisation et capacités opérationnelles des entités publiques spécialisées et intégration de la dimension de genre dans d'autres organismes (par exemple, un réseau de points focaux genre dans d'autres ministères) ;
- Cartographie de l'analyse des parties prenantes en matière d'égalité des sexes et d'inclusion sociale et d'objectif du projet : entités publiques (et entités privées le cas échéant), organisations de la société civile, donateurs, agences des Nations Unies, etc.
- Cartographie des acteurs locaux engagés en faveur de l'inclusion des populations défavorisées

➤ ***Évaluation des capacités du maître d'ouvrage***

Le prestataire de services évaluera les capacités du propriétaire du projet et des principaux partenaires en matière d'égalité des sexes et d'intégration sociale, tant au niveau interne que dans leurs activités, en relation avec le secteur et les objectifs du projet.

À cette fin, les aspects suivants seront évalués :

- Engagements internes en matière d'égalité des sexes : politique ou stratégie en matière d'égalité des sexes (y compris une politique de lutte contre le harcèlement sexuel), approche de l'égalité des sexes au travail pour le personnel de PLN (politiques/mesures du siège et mise en œuvre au niveau régional/local).
- l'expertise existante et disponible au sein de PLN en général, et de l'unité de gestion de projet en particulier sur l'intégration des aspects de genre dans les projets de PLN, les sessions de formation passées sur l'égalité des sexes, etc. ;

- Existence de procédures PLN visant à garantir que les installations du projet — en particulier dans les zones reculées où le personnel est limité — soient accessibles et correctement équipées pour les travailleuses (par exemple, toilettes séparées, mesures de sécurité, mesures anti-harcèlement, etc.).
- Autres projets et partenariats passés ou en cours liés à l'égalité des sexes et à l'inclusion sociale.

Sur cette base, les besoins en formation, en renforcement des capacités et en assistance technique de l'unité de gestion du projet et des partenaires locaux seront identifiés. Leur intérêt et leur volonté de travailler sur les questions d'égalité des sexes seront également évalués.

Le prestataire de services contribuera également au dialogue avec le maître d'ouvrage et les parties prenantes afin de favoriser l'appropriation de l'intégration des objectifs d'égalité des sexes dans le cadre du projet.

#### ➤ *Évaluation socio-économique de la zone cible du projet*

Sur la base d'une analyse documentaire, complétée par des enquêtes de terrain, le prestataire de services réalisera ou complètera (à partir des données existantes) une évaluation socio-économique de la zone cible du projet, en collaboration avec le processus de collecte de données LARAP, afin de fournir des informations sur les points suivants :

- Profil des ménages : composition, données socio-démographiques, etc. Si possible, une typologie des ménages sera réalisée ;
- Description des activités économiques existantes dans la région ;
- Identification et description des activités informelles ;
- Aperçu de la dynamique sociale dans la région (jeunesse, migrations, etc.) ;
- Toute autre information pertinente.

Toutes les données recueillies devraient être désagrégées par sexe si possible. Des discussions de groupe ciblées avec des femmes et des représentants d'autres groupes défavorisés de la zone du projet devraient permettre d'identifier les biais, les obstacles, les difficultés, les opportunités, etc. existants.

Les données recueillies pour l'évaluation de l'égalité des sexes devraient couvrir un champ d'application plus large que celui du LARAP et analyser la dynamique globale au niveau de la communauté locale, en recherchant des opportunités pour obtenir des impacts positifs tels qu'un accès accru des femmes aux opportunités économiques générées par le projet, un soutien au développement de nouveaux moyens de subsistance pour les femmes locales, une participation accrue des femmes au système de gouvernance locale, etc.

#### ➤ *Analyse du genre et de l'inclusion sociale dans le secteur de l'énergie*

Grâce à une combinaison d'apports théoriques et de travail de terrain, le prestataire de services mettra également en lumière les aspects liés à l'égalité des sexes propres au secteur de l'énergie en général, et aux parcs éoliens en particulier, tels que l'accès des femmes aux emplois du secteur de l'énergie, l'accès à l'énergie, etc.

De manière générale, le prestataire de services doit adopter une approche intersectionnelle, c'est-à-dire prendre en compte les interactions entre les différentes catégories et facteurs

sociaux (genre, âge, communauté, origine ethnique, classe sociale, handicap, orientation sexuelle, etc.) et leurs conséquences sur le rôle et la place des individus dans la société. Il convient de souligner l'influence de ces facteurs et de leur combinaison dans la production ou la reproduction des inégalités sociales et de l'exclusion.

### **c) Tâche 6 – Conception d'un plan d'action pour l'égalité des sexes**

Sur la base de l'évaluation de l'égalité des sexes et de l'inclusion sociale et de ses résultats, le prestataire de services élaborera, en coopération avec les principales parties prenantes du projet, le plan d'action pour l'égalité des sexes (GAP) du projet.

Le plan d'action pour l'égalité des genres (PAEG) comprendra la définition d'un objectif d'égalité des genres pour le projet, qui sera également intégré à sa théorie du changement. Cet objectif sera développé à travers un ensemble d'activités d'inclusion sociale et d'égalité des genres, décrites de manière précise et opérationnelle, et directement intégrées aux activités du projet. Le PAEG inclura un dispositif de suivi et d'évaluation.

L'analyse des écarts sera présentée de manière concise, conformément au modèle proposé en annexe des termes de référence. Le cas échéant, une description narrative détaillée de la théorie du changement, de l'objectif et des actions proposées sera jointe.

Les consultants en matière d'égalité des sexes sont tenus de collaborer étroitement avec l'équipe environnementale et sociale et l'équipe technique, ainsi qu'avec le maître d'ouvrage et les autres prestataires de services chargés de l'étude de faisabilité, les partenaires du projet, etc., afin de garantir la cohérence entre les recommandations et le GAP, d'une part, et les objectifs et activités du projet, d'autre part.

## **8. EXIGENCE D'EXPERT**

Le consultant doit fournir des experts qualifiés possédant les compétences et l'expérience requises dans leurs domaines respectifs. Les experts proposés doivent être les personnes qui seront effectivement affectées à la mission. Si, en cours de mission, un expert est remplacé, le maître d'ouvrage est en droit de refuser cet expert et de le remplacer par un autre répondant aux exigences.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'étude LARAP de la centrale éolienne de Banten, le consultant doit fournir les experts suivants :

### **Liste des principaux experts.**

<b>Non</b>	<b>Experts requis</b>	<b>Nombre (personne)</b>	<b>Expérience professionnelle</b>
1	Coordinateur d'équipe (Expert social)	Un (1)	Douze ans d'expérience professionnelle pertinente dans le domaine de l'évaluation des risques et des avantages sociaux (LARAP) pour les projets d'infrastructure. Il/Elle doit avoir une expérience en

			matière d'évaluation sociale basée sur les normes de la Banque mondiale en matière d'évaluation sociale.
2	Expert socio-économique	Un (1)	8 ans d'expérience professionnelle pertinente dans le domaine des plans d'action régionaux pour les infrastructures (LARAP). Une expérience en évaluation sociale est requise.
3	Spécialiste en sciences sociales et culturelles / Anthropologie	Un (1)	8 ans d'expérience professionnelle pertinente dans le domaine des plans d'action régionaux pour les infrastructures (LARAP). Une expérience en évaluation sociale est requise.
4	Experte en genre	Un (1)	<p>Expérience avérée dans la réalisation d'enquêtes de terrain qualitatives et quantitatives, et d'évaluations de référence pour des projets de développement incluant un objectif d'égalité des sexes ;</p> <p>Expérience en matière de gestion de projets de développement et solide connaissance des stratégies des bailleurs de fonds internationaux en matière d'égalité des sexes ;</p> <p>Une connaissance du secteur est un atout.</p> <p>Bonne connaissance et expérience du pays/de la région</p> <p>Expérience avérée dans l'organisation et l'animation d'ateliers ;</p> <p>Excellentes aptitudes et capacités de déduction en matière de rédaction de rapports.</p>
5	Spécialiste SIG	Un (1)	6 ans d'expérience professionnelle pertinente dans l'analyse et la présentation claire et précise de données spatiales complexes pour des projets d'infrastructure.

L'équipe du consultant devrait être composée d'experts internationaux et nationaux. Elle devra notamment inclure des experts basés en Indonésie afin de garantir une coordination étroite avec les acteurs locaux.

## 9. TEMPS D'ACHÈVEMENT

Le calendrier du processus d'approvisionnement et de la mission est décrit ci-dessous :

Activités	Chronologie
Attribution du contrat	T0
Réunion de lancement	T0 + 2 semaines
<b>Tâche 1</b> : Soumission de la note de lancement	T0 + 1 m
<b>Tâche 2 Intermédiaire</b> : Soumission du LARAP provisoire sans recensement ni enquête socio-économique pour commentaires de l'AFD et du maître d'ouvrage	T0 + 4 m
<b>Tâche 5</b> : Soumission de l'évaluation de genre	T0 + 4 m
<b>Tâche 2</b> : Soumission d'une version modifiée du LARAP sans recensement, incluant les commentaires de l'AFD et du maître d'ouvrage.	T0 + 5 m
<b>Tâche 6</b> : Élaboration d'un plan d'action pour l'égalité des sexes	T0 + 6 m
<b>Tâche 3</b> : Préparation, coordination et consolidation du recensement, de l'inventaire et de l'enquête socio-économique avec les institutions nationales mandatées	Départ T0 + 9 m
<b>Tâche 4 Intermédiaire</b> : Soumission du plan d'action provisoire de réinstallation pour commentaires à l'AFD et au propriétaire du projet	T0 estimé + 15 m
<b>Tâche 4</b> : Soumission d'une version modifiée du plan d'action de réinstallation comprenant les commentaires de l'AFD et du propriétaire du projet.	T0 estimé + 17 m

Sur la base des éléments connus, le consultant fournira dans son offre un descriptif détaillé des prestations. Ce descriptif sera présenté et, si nécessaire, mis à jour au début de la mission en accord avec l'AFD. La mission requiert une étroite coordination avec le maître d'ouvrage, les équipes techniques, l'AFD et PLN . À cette fin, le consultant est invité, dans son offre, à proposer un mode de communication et de concertation entre les différentes parties.

Le consultant est libre de proposer le nombre de jours-personnes nécessaires à la réalisation de la mission ; cependant, cette estimation doit être soigneusement justifiée, notamment par rapport au nombre prévu de personnes affectées par le projet (PAP) tel qu'évalué par le consultant.

## 10.RAPPORTS

Le consultant devra soumettre les rapports suivants, en langue anglaise :

- 1) **Tâche 1** : Note d'ouverture (comprenant des éléments relatifs au LARAP et à l'évaluation de l'égalité des sexes)

Ce rapport contient : le plan de travail, les méthodes, le plan de réunion de coordination des parties prenantes concernées, l'organisation de l'équipe, le planning des effectifs, le calendrier, le questionnaire et le matériel à utiliser.

Le rapport doit être soumis au propriétaire au plus tard trois (3) semaines après réception de la lettre d'autorisation de procéder.

Ce rapport sera soumis à PLN et à AFD pour examen et validation.

- 2) **Tâche 2 Intermédiaire** : Projet de rapport LARAP sans recensement
- 3) **Tâche 2** : Rapport final LARAP sans recensement
- 4) **Tâche 3** : Base de données contenant les résultats de l'enquête auprès des personnes concernées (recensement, inventaire et enquête socio-économique, éventuellement basée sur l'inventaire des institutions nationales)
- 5) **Tâche 4 Intermédiaire** : Rapport intérimaire du plan d'action de réinstallation

Ce rapport peut suivre les grandes lignes du plan d'action final et ressembler à un document de travail. Il doit présenter :

- Les problèmes socio-économiques pré-identifiés lors des activités préparatoires,
- La grille de rémunération a été mise à jour suite à une consultation des parties prenantes.
- Les dispositifs et structures institutionnels retenus à la suite de la consultation,
- Une estimation budgétaire préliminaire,
- Le programme des activités restant à réaliser pour l'élaboration du RAP, y compris toutes les activités de consultation avec les parties prenantes.

Le rapport intérimaire doivent être envoyées à l'AFD et au PLN au plus tard 10 jours ouvrables après l'atelier.

- 6) **Tâche 4** : Rapport final du plan d'action de réinstallation

Le rapport final est une version améliorée du rapport préliminaire du LARAP, approuvé par PT. PLN (Persero) et l'AFD . Ce rapport comprendra :

- Table des matières (comprenant la liste des tableaux, figures, cartes et photographies) ;
- Liste d'acronymes ;
- Glossaire;
- Résumé non technique ;
- Introduction;
- Description et justification du projet ;



- Les principes et objectifs du RAP ;
- Description des besoins fonciers du projet ;
- Présentation des mesures visant à minimiser les impacts ;
- Présentation du cadre juridique et administratif ;
- Présentation du cadre institutionnel ;
- Définition des mesures correctives opérationnelles lorsque des divergences sont constatées entre le cadre juridique national et les normes environnementales et sociales de la Banque mondiale ;
- Les résultats du recensement exhaustif des populations potentiellement touchées ;
- Les résultats d'une étude socio-économique menée soit sur l'ensemble de la population, soit sur un échantillon de la population déplacée ;
- Les résultats de l'inventaire des biens des populations potentiellement touchées ;
- Une analyse détaillée des impacts entraînant un déplacement physique et/ou économique involontaire ;
- Définition de la matrice d'éligibilité et de l'échelle de rémunération appliquée ;
- Une stratégie de réinstallation pour les déplacements physiques ;
- Un plan de rétablissement des moyens de subsistance pour les personnes déplacées économiquement ;
- Présentation des responsabilités et des dispositifs institutionnels ;
- Présentation du processus de consultation et de participation communautaire ;
- Description du processus de résolution des griefs ;
- Description du mécanisme de suivi et d'évaluation ;
- Présentation du calendrier de mise en œuvre ;
- Présentation du budget du RAP ;
- Conclusion ;
- Annexes :
  - Bibliographie ;
  - Une description détaillée et illustrée du projet ;
  - Listes de présence et procès-verbaux des activités de consultation relatives à la réinstallation, ainsi qu'une liste des personnes rencontrées, ventilée par sexe ;
  - Les principaux textes juridiques fixant les barèmes d'indemnisation des récoltes et des infrastructures ;
  - Modèle de base de données de plaintes ;
  - Les termes de référence de l'entité chargée de la mise en œuvre du RAP (si l'entité n'est pas le propriétaire du projet) ;
  - Description de poste du responsable de la réinstallation au sein de l'unité de gestion de projet ;
  - Le protocole de recensement et d'enquête socio-économique utilisé ;
  - La structure des rapports de suivi ;

- Une base de données unifiée dans un format validé avec le propriétaire du projet, contenant au moins les éléments suivants :
    - La liste exhaustive des ménages et des personnes touchés ;
    - L'inventaire des actifs géoréférencés ;
    - Les données brutes de l'enquête socio-économique.
- **Tâche 5 Intermédiaire** : Rapport intermédiaire axé principalement sur le diagnostic de genre et des idées pour le plan d'action
- **Tâche 5** : Rapport d'évaluation complet sur l'égalité des sexes, couvrant au moins :
  - La description des étapes de mise en œuvre des services, y compris les difficultés éventuelles rencontrées lors de cette mise en œuvre ;
  - Évaluation de référence détaillée, appuyée par des références bibliographiques clés, des données quantitatives et qualitatives recueillies lors de la mise en œuvre de la mission et, en particulier, lors de l'enquête sur le terrain ;
  - Recommandations opérationnelles pour la bonne mise en œuvre du Plan d'action du projet sur l'égalité des sexes, y compris le détail (dans le cadre du PAG) des ressources humaines et financières, ainsi que tout autre moyen nécessaire à cette mise en œuvre ;
  - Bibliographie détaillée et références utilisées pour les services ;
  - Tous les éléments fournissant des informations sur la mise en œuvre du travail de terrain, tels que : liste des personnes rencontrées, comptes rendus d'entretiens et/ou de discussions de groupes de discussion, base de données quantitative, etc. ;
- **Tâche 6** : Plan d'action pour l'égalité des sexes dans le cadre du projet  
Le GAP doit être cohérent avec le cadre logique du projet et suivre le modèle de l'annexe 1.

Les livrables généraux et la documentation clé du projet examiné afin de couvrir les objectifs d'égalité des sexes doivent également être fournis.

## 11.MODALITÉS DE PAIEMENT

Vous trouverez ci-dessous une proposition de modalités de paiement :

Livrable	Pourcentage
Tâche 1 : Rapport initial	15%
Tâche 2 : LARAP final sans recensement	35%
Tâches 5 et 6 : Évaluation du genre	15%
Tâches 3 et 4 : Rapport final	35%

## 12.ACHÈVEMENT DES TRAVAUX

Les travaux sont considérés comme terminés si le consultant a soumis le rapport LARAP final conformément aux termes de référence tels que décrits dans le contrat et approuvés par PT. PLN (Persero) et AFD .

Le consultant assistera PLN à chaque étape pour obtenir l'approbation finale du document par les autorités nationales compétentes, PLN et AFD.

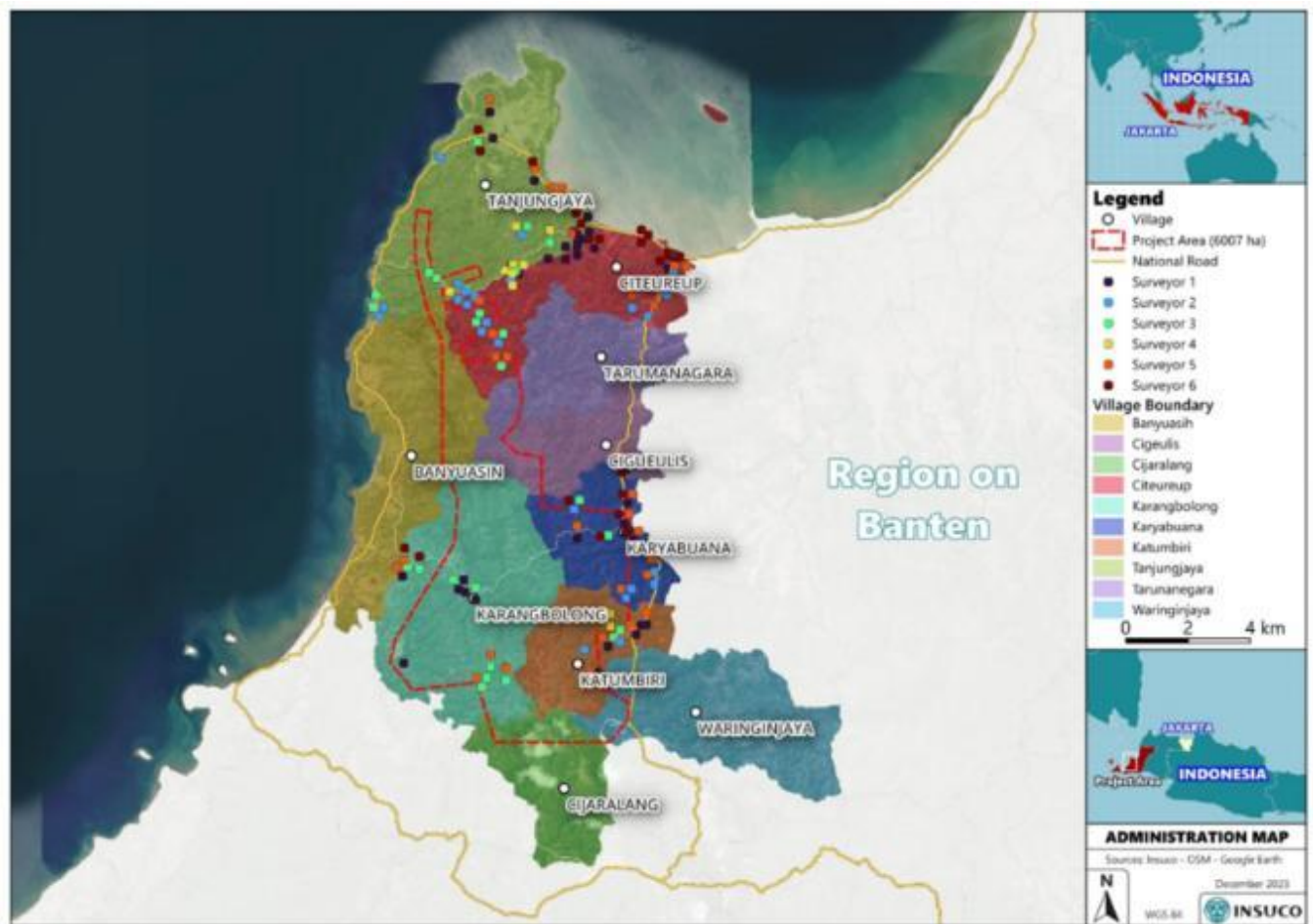
## ANNEXE 1 : GLOSSAIRE

Personnes concernées par le projet	Le peuple ou les entités directement touchées par un projet par la perte de terrains et la perte conséquente de résidences, d'autres structures, d'entreprises ou d'autres actifs. Ces personnes peut être physiquement déplacés ou déplacés économiquement à la suite d'une perte de flux de revenus ou moyens de subsistance résultant de l'acquisition de terres ou entravés accès aux ressources (terre, eau ou forêt) .
Inventaire des actifs	Un inventaire complet et une description de tous les biens et actifs qui sera acquis .
Compensation	Païement en espèces ou en nature pour un actif ou une ressource qui est acquis ou affectés par un projet au moment où l'actif doit être remplacé .
Admissibilité	Les critères d'admissibilité pour bénéficier des prestations dans le cadre d'une réinstallation programme. Ces critères servent de base à la définition des droits à la réinstallation acquis pour chaque catégorie d'admissibilité. comme les zones résidentielles touchées ou Propriétaires, locataires, vendeurs et squatteurs de biens immobiliers commerciaux .
droit	Ensemble de mesures comprenant l'indemnisation, le rétablissement des revenus, l'aide au transfert, la substitution de revenu et la relocalisation sont en raison des personnes touchées, selon la nature de leurs pertes, à rétablir leur base économique et sociale .
Procédures de traitement des griefs ou mécanismes de réparation des griefs	Les processus établis en vertu de la loi, des règlements locaux ou des décisions administratives pour permettre propriété Les propriétaires et autres personnes déplacées afin de remédier aux problèmes liés à l'acquisition, compensation et autres aspects de la réinstallation .
Communauté d'accueil	La population des zones accueillant des réinstallés. Une attention particulière doit être portée à ses besoins et préoccupations de la communauté d'accueil/des hôtes dans un programme de réinstallation afin de minimiser les risques sociaux et d'éviter les risques potentiels conflits sociaux .
Acquisition de terres	Le processus d'acquisition de terres selon les procédures légales d'expropriation .

environnementale et sociale 5	<p>La politique opérationnelle de la Banque mondiale en matière de réinstallation involontaire qui définit l'emprunteur exigences applicables aux terres acquisition, restrictions d'utilisation des terres et réinstallation involontaire. La politique Les objectifs d' ESS5 sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le déplacement forcé doit être évité, lorsque cela est possible, ou réduit au minimum. explorer toutes les conceptions de projets viables .</li> <li>• Lorsqu'il est impossible d'éviter le déplacement forcé, les activités de réinstallation doivent être conçus et mis en œuvre comme des programmes de développement durable, fournir des ressources d'investissement suffisantes pour permettre aux personnes déplacées par le projet de partager les bénéfices. Les personnes déplacées devraient être consultées de manière significative et avoir la possibilité de participer à la planification et mise en œuvre des programmes de réinstallation.</li> <li>• Il convient d'aider les personnes déplacées dans leurs efforts pour améliorer leurs moyens de subsistance et les niveaux de vie, ou du moins les rétablir, en termes réels, aux niveaux antérieurs aux déplacements de population ou aux niveaux en vigueur avant le début du projet mise en œuvre, la valeur la plus élevée étant retenue .</li> </ul>
Plan d' action de réinstallation / Plan de réinstallation (PAR )	<p>Un plan d'action pour la réinstallation (ou plan de réinstallation) est un document de planification décrivant ce qui sera fait pour Il convient d'aborder les impacts sociaux et économiques directs associés au projet , tels que l'expropriation involontaire de terres ou la restriction d'accès à ces terres. D'autres impacts sociaux et les impacts économiques non liés aux expropriations et restrictions foncières sont traité par le biais d'une gestion environnementale et sociale spécifique au projet plan. Le contenu requis d'un plan d'action de réinstallation est décrit dans annexe A du 5e rapport ESS5 de la Banque mondiale</p>
Socio-économique Enquête	<p>Une enquête complète et précise sur les personnes touchées par le projet population. Les enquêtes portent sur les activités génératrices de revenus et d'autres indicateurs socio-économiques .</p>
Parties prenantes	<p>Un terme générique qui englobe toutes les parties concernées ou intéressées par un projet ou un problème spécifique , autrement dit, toutes les parties qui avoir une participation dans une Question ou</p>

		<p>initiative particulière. Primaire parties prenantes sont ceux qui le plus directement affecté par un projet Dans les situations de réinstallation, ces personnes représentent la population qui perd des biens ou des revenus à cause du projet, ainsi que les communautés d'accueil. D'autres personnes intéressées par le projet. comme l'autorité responsable du projet elle-même, les bénéficiaires du projet et les organisations non gouvernementales intéressées sont appelées parties prenantes secondaires .</p>
Squatteurs empiètements	ou	<p>Qu'ils soient considérés comme des squatteurs ou des occupants illégaux, les habitants des quartiers urbains informels peuvent être divisés en trois grandes catégories. catégories, en fonction de la durée d'occupation et de la légitimité de leur revendications relatives aux droits acquis :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les personnes qui ont des droits fonciers anciens, voire ancestraux, sur ces terres ils occupent.</li> <li>2. Les personnes qui ont occupé des terres plus récemment, souvent en raison de la nécessité espace résidentiel dans les zones urbaines où eux ou leurs ancêtres ont migré, et d'autres parce qu'ils ont emménagé dans des domaines désaffectés ou dans des espaces inutilisés marges des emprises légales, y compris les « sans-abri » et les occupants des îlots de circulation, des bords de route, des voies ferrées et des gares de triage.</li> <li>3. Les personnes qui s'installent dans les zones de projets annoncées ou dans d'autres zones, cherchant de manière opportuniste recevoir des prestations dans le cadre d'un programme de réinstallation ou d'autres programmes gouvernementaux programme .</li> </ol>
Groupes personnes vulnérables	ou	<p>ESS5 exige qu'une attention particulière soit portée à les besoins des groupes ou personnes vulnérables parmi les personnes déplacées, en particulier les personnes vivant sous le seuil de pauvreté, les sans-terre, les personnes âgées, les femmes, les enfants, les peuples autochtones, les minorités ethniques et les autres personnes déplacées qui peuvent ne pas être protégés par la législation nationale sur l'indemnisation foncière .</p>

## ANNEXE 2 : CARTES



Carte 2 - Zone du projet (villages)

### **ANNEXE 3 : MODÈLE DE TABLEAU PRÉSENTANT L'ÉCART ENTRE LE CADRE JURIDIQUE ET LES ESS5**

article	exigences légal nationales	exigences ESS5	Lacunes	Mesures pour combler les lacunes
Éviter ou minimiser la réinstallation				
Admissibilité				
Date limite				
Rémunérations				
Calendrier des paiements d'indemnisation				
Soutien physique réinstallation				
Soutien aux moyens de subsistance restauration				
Consultation avec AP				
Gestion des griefs				
Genre				
Groupes vulnérables				
Suivi et évaluation				
Superficie du terrain à acquérir pour l'emprise au sol de l'éolienne				
Zone tampon/droit de passage				



## ANNEXE 4 : MODÈLE DE PLAN D'ACTION POUR L'ÉGALITÉ DES SEXES

Activités	Objectifs/indicateurs de performance	Acteurs de mise en œuvre	Acteurs responsables de la supervision	Indicateurs de suivi et moyens de vérification	Laps de temps	Estimation des coûts et source de financement
<b>Résultat 1 :</b>						
<b>Résultat 2 :</b>						
<b>Résultat ...:</b>						